



C'est la « rentrée », et votre journal préféré change de présentation, mais, rassurez-vous, pas de contenu ni de ton dans le traitement de l'actualité.

Le nouveau bandeau d'en-tête rappelle la page d'accueil de notre site intranet/internet local pour souligner la complémentarité des différents supports de l'info CGT. Une complémentarité matérialisée par les liens que nous incluons maintenant régulièrement.

Raison de plus pour demander à recevoir Antidote hebdo (en couleur !) sur votre messagerie. A l'inverse de votre téléphone mobile, c'est gratuit et sans engagement...

PSITTACISME *D'ETAT

François Hollande a vanté récemment l'accord Medef/CFDT-CFTC signé en juillet dans la branche de la chimie dans le cadre du « pacte de responsabilité » qui permettrait la création de 47 000 emplois sur 3 ans (2015 - 2017) .

Bigre ! Dans un secteur qui compte un peu plus de 203 000 salariés et qui a liquidé 41 500 emplois entre 2000 et 2013, la performance serait remarquable.

Il y a juste un petit détail. Il ne s'agit pas de créations d'emplois, mais de recrutements, incluant donc le renouvellement naturel des salariés partant en retraite ou quittant la branche pour une raison ou une autre.

C'est comme si on avait claironné qu'il y avait eu 2 876 emplois créés à la DGFIP en 2013 (nombre de collègues reçus aux concours A, B et C en liste principale) quand nous avons subi cette même année 2 062 suppressions nettes... sans compter les départs en retraites sous-évalués !

La Fédération CGT de la chimie a fait les comptes : bon an, mal an, le secteur recrute entre 15 000 et 16 000 salariés (très précisément 15 689 en 2013, chiffre de l'UIC, syndicat patronal de la chimie). Sur 3 ans, cela fait entre 45 000 et 48 000 salariés, pile-poil les « créations » annoncées.

Aucune création nette d'emplois donc, mais pour les entreprises, 300 millions d'euros dans les caisses en 2015, et 655 millions prévus en 2020 (estimation UIC). Merci qui ?

Pierre Gattaz, président du Medef l'a déclaré à l'occasion de l'université d'été de son organisation, pas question de donnant-donnant. Le Medef veut bien prendre le beurre et l'argent du beurre, mais pas s'engager sur l'emploi.

La situation économique et sociale est particulièrement grave, la pauvreté et la précarité s'étendent, le chômage progresse encore et toujours, et voilà le premier ministre qui court donner des gages à un parterre de patrons énamourés : sur



la « simplification » du code du travail, sur le travail du dimanche, sur la réduction des dépenses publiques, sur les seuils sociaux etc... en suppliant pitoyablement son public de jouer le jeu. Dans le même temps, le nouveau ministre de l'économie sonne la charge contre les 35 heures.

Le Président de la république et son gouvernement s'obstinent donc à considérer que le travail serait un coût et refusent de tirer le bilan de leur politique qui a déjà offert au patronat 220 milliards d'euros, pacte de responsabilité et CICE inclus .

Nier le besoin d'augmenter les salaires, ne faire reposer

l'augmentation du pouvoir d'achat que sur une baisse de la fiscalité directe des ménages (encore faut-il qu'ils soient impossibles) dénote l'absence totale de prise en compte des attentes des salarié-es et des réalités qu'ils et elles vivent.

La CGT avance 5 priorités pour sortir de l'austérité :

- ✓ revaloriser le smic et l'indice de la fonction publique, ainsi que les pensions et minimas sociaux,
- ✓ établir un calendrier d'ouverture de négociations dans les branches professionnelles sur les grilles de qualifications,
- ✓ mettre en oeuvre une véritable démocratie sociale permettant aux salarié-es de bénéficier d'un droit d'expression direct et collectif sur leur travail,
- ✓ relancer l'emploi par l'investissement industriel,
- ✓ contrôler les aides publiques aux entreprises et les réorienter sur l'emploi et l'investissement.

5 priorités qui sont autant de revendications à gagner par la mobilisation des salarié-es, retraité-es et privé-es d'emploi.

*Disposition d'esprit qui consiste à répéter les paroles d'autrui à la façon des perroquets.

TITANIC

En début d'année, nous avons tous été invité-es à fournir une photo d'identité pour la confection d'une carte professionnelle d'un nouveau modèle. Cela valait-il le coup (et le coût) ? En tout cas, plus de nouvelles...

Ce qui est sûr, c'est qu'il y avait peut-être plus utile comme équipement : quelque chose qui aide à surnager quand le flot de charges de travail est trop fort, quelque chose qui élimine le stress de perdre pied et de couler à pic.

Sur un navire, pour leur sécurité, il doit y avoir un nombre de gilets de sauvetage supérieur au nombre de passagers.

Autant dire qu'aujourd'hui, il serait imprudent de baptiser un bateau du nom de « DGFIP ».

Malgré l'appel (tardif et partiel) aux listes complémentaires des concours C et B, c'est par centaines que se comptent les postes vacants non pourvus. Pas de quoi sécuriser nos conditions de travail et la qualité de celui-ci. D'autant que la purge des emplois se poursuivra en 2015 au nom des économies à faire pour satisfaire aux exigences du « pacte de responsabilité » et de la « lutte contre le déficit budgétaire ».

Il n'est pas nécessaire d'être médium pour savoir qu'il y aura besoin de toutes les énergies pour construire les mobilisations indispensables pour imposer d'autres choix que ceux de la politique gouvernementale et les prétentions exorbitantes du Medef. Pour la fonction publique, une rencontre unitaire est prévue le 8 septembre.



PEAU DE CHAGRIN

On nous avait promis le changement, mais on ne l'attendait pas dans ce sens là. Le plan de qualification 2014 est édifiant par comparaison avec les années passées :

	Moyenne 2009/2011	2012	2013
C en B	1650	1000	478
B en A	585	200	148

Le compte-rendu du groupe de travail du 23 juin sur l'**accès aux postes comptables** est en ligne sur notre site national ou en lien [ici](#) .

